



La liberté et la solidarité sont indivisibles

Discours de Christian Levrat, président du PS Suisse

Seules les paroles prononcées font foi.

Chères et chers camarades, liebe ParteifreundInnen, liebe GenossInnen,

A en juger par les discussions menées ces dernières semaines, il est grand temps que nous nous retrouvions en Congrès. Aussi, laissez-moi tout d'abord vous remercier d'avoir pris le temps de préparer cette assemblée, de lire les documents dont nous allons débattre et, surtout, de nous accompagner au cours de ces deux jours. Votre présence ici, mais également tout au long de l'année, démontre, mieux que tous les discours, votre attachement – l'attachement de toutes et tous ceux présents dans cette salle, sans exception - aux valeurs communes de la gauche.

Être de gauche, ce n'est pas célébrer l'unité dans une discipline quasi militaire. Être de gauche, c'est accepter de remettre en cause ses certitudes, c'est admettre qu'entre amis les choses soient dites avec vigueur et clarté. C'est apprécier que les sensibilités les plus diverses et les opinions personnelles minoritaires soient exprimées sans fard. Être de gauche, c'est savoir qu'il faudra s'unir dans l'action, mais qu'avant nous devons réfléchir ensemble à nos objectifs et aux moyens de les atteindre. C'est bien là le but des documents que nous vous présentons sur la démocratie économique, sur la politique européenne et sur les réformes structurelles de notre parti. Merci donc d'être des nôtres jusqu'à demain après-midi, et d'enrichir nos débats.

Mais avant de nous plonger dans ces thèmes, laissez-moi, parce que je crois que c'est important, dire quelques mots plus généraux.

Un vent glacial souffle sur l'Europe

Camarades,

Comme beaucoup d'entre vous, je suis inquiet. Et s'il m'arrive de mal dormir, c'est qu'un vent glacial souffle sur l'Europe et le monde. Blocher en Suisse, Orbán en Hongrie, Farage et Johnson en Grande-Bretagne, Trump aux USA, demain Hofer en Autriche et Grillo en Italie, d'ici quelques mois peut-être Le Pen en France.

Les populistes et les nationalistes sèment partout le poison de la haine : ils ont désignés leurs adversaires et ce sont toujours les mêmes. Ces fameuses « élites » regroupant pêle-mêle politiques, de gauche comme de droite, intellectuels et chercheurs, responsables économiques et syndicaux, journalistes et fonctionnaires.

Une fois construit le mythe d'élites manipulatrices et coupées de tous, ils se prétendent ensuite seuls représentants d'un peuple fantasmé. Que Berlusconi, Trump et Blocher soient des milliardaires, installés le plus souvent depuis des décennies au cœur du pouvoir semble ne jouer aucun rôle.

La violence des propos, les attaques à répétition contre les migrants, contre les femmes émancipées, contre les noirs, contre les musulmans, contre les homosexuels, contre toutes celles et tous ceux qui ont le malheur de ne pas communier à la grand-messe nationaliste fera le reste. Nos sociétés sont divisées en profondeur, la méfiance remplace le vivre-ensemble, l'affrontement le consensus. On sent monter une menace contre la paix civile ; et nos institutions peinent à répondre.

Les mécanismes globaux qui assurent la paix à notre continent depuis 70 ans maintenant sont fragiles, beaucoup plus que nous le pensions. La Convention européenne des droits de l'Homme (CEDH) est remise en question, par des états autoritaires comme la Turquie ou la Hongrie, mais également par ceux qui, en Suisse, trahissent des admirations coupables pour les autocrates de tout poil.

Liberté, égalité et solidarité

Ce n'est pas rassurant, mes amis. Ce d'autant moins que certains s'acharnent à souffler sur les braises. Lorsque le président du PDC considère que l'identité de notre pays est exclusivement chrétienne, que l'islam n'y a pas sa place et que les valeurs chrétiennes doivent l'emporter sur toutes les autres, il réécrit l'histoire. Les droits humains, l'état de droit et la démocratie directe se sont imposées contre les résistances de l'Eglise, pas avec elle. Mais surtout, il relativise la portée universelle de nos droits et libertés fondamentales : **si nous défendons la liberté de l'ouvrier face au patron, celle de la femme battue face à son tortionnaire, celle de l'enfant noir face aux racistes, celle des gays et lesbiennes face aux homophobes, c'est parce que la dignité humaine, l'égalité, la liberté sont des valeurs universelles.** Si nous défendons l'Etat de droit face aux dérives du régime turc, et la démocratie face au parti communiste chinois, ce n'est pas au nom du christianisme, n'en déplaise à Gerhard Pfister, mais au nom de l'humanité. **Et ces combats, nous devons les mener tous ensemble, de front, car ni la liberté, ni la solidarité ne sont divisibles. Elles existent pour chacune et chacun d'entre nous, ou disparaissent pour tout un chacun.**

Laissez-moi dire à mes amis démocrates-chrétiens, avec lesquels je partage certaines convictions religieuses, que cela n'honore personne de rejoindre les boutefeux qui, sous prétexte de protéger notre foi, attaquent l'islam à chaque occasion : interdire la burka ne libérera pas une seule femme, interdire la construction de mosquée ne remplira pas nos églises, interdire la viande halal n'améliorera pas notre alimentation.

Bien sûr, il ne s'agit pas d'être naïf, il existe un islam politique, qui poursuit un projet auquel nous devons nous opposer avec fermeté. Mais faisons-le vraiment, pas à coup d'ukases symboliques et imbéciles.

Au piège de l'affrontement interculturel, il faut répondre par la fermeté impartiale de l'Etat. Et non pas par la supériorité prétendue des religions chrétiennes en terre d'Europe. Aux islamistes qui veulent faire passer les lois d'Allah avant celle de l'Etat, aux fondamentalistes catholiques qui prétendent organiser la société en fonction des valeurs du Ciel, il faut opposer la même réponse : NON ! Nous avons mis des siècles à construire un régime de paix confessionnelle et identitaire, les Lumières et la démocratie ont fini par façonner l'Europe, après les horreurs sanglantes de la guerre. Nous ne vous laisserons pas réduire nos libertés, malmener l'esprit d'ouverture et de tolérance qui nous permet de coexister paisiblement sur ce continent. Le narratif de la lutte contre le terrorisme ne servira pas à remettre en cause les droits humains et nos libertés.

Démocratie économique

Camarades,

Venons-en au Congrès de ce jour. J'ai lu ou entendu que nous voulions la lutte des classes. Regardez un peu à gauche, votre voisin. Regardez à droite, votre voisine. Vous conviendrez avec moi qu'ils n'ont pas vraiment tous des têtes de révolutionnaires, et que ce n'est pas avec eux que nous allons renverser l'ordre établi, sur le modèle de la commune de Paris en 1870. Personne n'est assez naïf pour s'aventurer dans ces élucubrations. Ni moi, ni vous.

Mais il est tout aussi naïf de nier l'existence de groupes sociaux distincts et d'une concurrence entre ceux-ci. Il est tout aussi sot de disqualifier comme désuète toute réflexion visant à faire évoluer le système capitaliste, à le remplacer par une économie plus juste, plus sociale, plus solidaire. **Parce que camarade, la lutte des classes qui a lieu en ce moment même, elle n'est pas menée par des ouvriers déchaînés qui envahiraient les rues de Detroit, de Calcutta ou de Johannesburg. Elle est conduite depuis les bureaux feutrés des multinationales et de la finance, à New-York, Singapour, Dubaï et Genève.** Et avec la complicité des gouvernements de droite. Elle est menée du haut vers le bas. Ce n'est pas moi qui le dit, c'est Warren Buffet, l'un des gourous de la finance : « *Actuellement, une lutte des classes se déroule depuis ces 20 dernières années, et ma classe a gagné. Nous sommes ceux qui ont vu leurs taxes dramatiquement réduites.* »¹ Rien à ajouter. Pour une fois, tout est dit. Tout au plus pourrais-je sourire lorsque je vois certain considérer qu'il faudrait jeter un voile pudique sur cette réalité ou pire, la nier, car elle ne serait ni suffisamment moderne, ni suffisamment sexy pour convaincre de nouveaux électeurs. La communication ne peut pas, camarade, se substituer à une analyse sérieuse des rapports de force du monde économique actuel.

Et le rapport de force en Suisse, c'est la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III). Une arnaque gigantesque sur le dos de la classe moyenne. Si les Warren Buffet de notre pays s'en sortent gagnants, c'est en raison de réforme de ce type. Si vous avez aimé la deuxième réforme de l'imposition des entreprises, qui nous a fait perdre 10 milliards, vous allez adorer la troisième. Personne ne conteste la nécessité de supprimer les status spéciaux dont bénéficient les sociétés internationales, mais pourquoi fallait-il transformer cette réforme en un festival de cadeaux fiscaux obscènes : déduction des bénéfiques, donc de l'impôt d'intérêts fictifs sur une dette qui n'existe pas ; déduction encore de dépenses de recherche et de développement, qui ne sont pas faites réellement ; déduction toujours des revenus de licences et de patentes, le tout pour un total de trois milliards de coûts pour les cantons, les communes et la Confédération.

Pour que vous ayez une idée de ce que cela signifie, notre collègue Florence Germont a calculé qu'à Lausanne, une entreprise qui gagne un million de francs pourrait ne payer, au titre des impôts communaux et cantonaux, autant qu'un couple qui aurait des revenus de 80'000 francs. Injuste et dramatique, d'autant plus si l'on pense aux coupes dans le social, dans la formation, dans les transports et dans l'aide au développement, que la majorité de droite ordonne pour financer cette réforme. Des cadeaux aux entreprises, des dépenses supplémentaires pour l'armée, les routes, l'agriculture, le tout sur le dos des plus faibles. Assez pour parler, sinon de lutte des classes, tout au moins d'une arnaque, d'un détournement gigantesque d'argent public pour satisfaire la clientèle de nos adversaires politiques. Assez pour appeler à la mobilisation et faire barrage dans les urnes le 12 février prochain à ce projet obscène.

¹ "Actually there's been class warfare going on for the last 20 years, and my class has won. We're the ones that have gotten our tax rates reduced dramatically."

Plus de démocratie sur son lieu de travail

Si nous sommes unis, ou presque, pour combattre la RIE III, j'ai pu lire que le document sur la démocratie économique souffrirait de lacunes importantes ; qu'il ne couvrirait qu'imparfaitement les évolutions découlant de la globalisation et de la financiarisation de l'économie ; qu'il n'aborderait qu'à la bande celles liées à l'évolution technologique et aux conséquences de la digitalisation de chaînes entières de valeurs ajoutées ; qu'il ne ferait qu'effleurer les questions environnementales. Tout ça est au final assez vrai. Et c'est la raison pour laquelle nous avons décidé de mettre en chantier une réforme générale de notre programme économique de 1994 et de 2006, comme nous vous l'avons communiqué dans l'introduction de ce document.

L'ambition du papier dont nous débattons ici est plus modeste. Il s'agit de chercher simplement des pistes pour mettre un peu de démocratie dans notre économie ; ni plus, ni moins. Il s'inscrit dans la lignée de nos papiers de position sur la fiscalité, sur l'internet, sur la politique industrielle. Eux non plus, ils n'étaient pas exhaustifs. Mais pourtant, nous en avons débattu, les avons adoptés. Ils ont porté des fruits et orientent aujourd'hui encore notre action au quotidien. Pourquoi donc ne pourrions-nous travailler simultanément sur trois niveaux : général, avec la révision annoncée de notre programme économique ; spécifique, avec le papier sur la démocratisation de l'économie aujourd'hui ; concret avec, par exemple, notre engagement quotidien pour les travailleurs âgés. L'un n'exclut pas l'autre.

Nous devons aujourd'hui mettre un peu l'accent sur l'autonomie des salariés sur leur lieu de travail. Nous vivons dans un monde où les hommes et les femmes veulent pouvoir prendre leur destin en main. Et ils en ont bien le droit ! Ils veulent pouvoir participer aux décisions : comme électrices et électeurs, comme consommatrices et consommateurs, comme citoyennes et citoyens libres. Personne ne souhaite se laisser dicter le modèle familial qui serait « juste ». Pourquoi en irait-il différemment dans le monde professionnel ? Plus qu'à n'importe quel autre endroit, nous passons un temps certain sur notre lieu de travail.

Le document que nous vous proposons n'est pas complet, c'est voulu. Des travaux plus larges vont être lancés, et toutes et tous y seront associés. Il n'est pas révolutionnaire. Il n'a rien d'un brûlot marxiste, mais s'inscrit dans la tradition réformiste, qui est celle du parti socialiste depuis des décennies, confirmée par notre précédent Congrès de Lausanne. Certains veulent, par une proposition de renvoi renverser cette tradition, nous contraindre à reprendre le concept d'économie sociale de marché comme boussole idéologique. C'est un concept vague, popularisé par la CDU dans les années 50, repris comme compromis par l'UE, lors du récent traité de Lisbonne.

Je suis au contraire convaincu que nous autres socialistes devons chercher une voie originale, qui place l'homme au cœur de l'économie. Une voie qui lui donne à la fois les moyens de vivre décemment, et qui tienne compte de sa légitime aspiration à exercer une part de d'autonomie, de liberté, de démocratie finalement, également sur son lieu de travail.

Je vous invite donc, avec une certaine gravité, à maintenir la ligne réformiste et courageuse de notre parti, et à refuser la proposition de renvoi qui vous est faite aujourd'hui. Mais nous allons en débattre incessamment, entre amis, et je me réjouis de vous entendre. C'est une décision importante, car elle fixe l'horizon du Parti socialiste, son ambition, sa ligne de fuite, son objectif réel.

Contre le nationalisme et le populisme

Camarades,

Un vent glacial sur l'Europe, des nuages noirs sur la Suisse ; un abri est à construire, un espoir à fortifier. Celui du Parti socialiste.

Ceci dit, et depuis presque dix ans, le parti socialiste ne perd plus d'électeur à la droite nationaliste. Lors des élections de 2007, de 2011 et en particulier de 2015, les transfuges électoraux entre PS et UDC sont marginaux, dans les faits, ils sont même plutôt en notre faveur.

Pour certains médias bourgeois, il semble impossible d'admettre que le PS puisse avoir du succès. Nous avons voté le week-end dernier. Je vous laisse découvrir les titres de la NZZ qui relate les différentes élections cantonales sur une seule page, et en cinq articles. Elle écrit :

- « *Alex von Graffenried schlägt Ursula Wyss.* » au lieu de « La gauche bernoise écrase une droite désorganisée. »
- « *Bürgerliche schaffen Wende in Basel nicht.* », au lieu de « Le PS domine les élections bâloises, la droite sauve de justesse son siège face à l'extrême gauche. »
- « *CVP verliert Stadtratssitz in St-Gallen.* » au lieu de « Pour la première fois de l'histoire, la gauche majoritaire en ville de Saint-Gall. »
- et enfin, mon préféré : « *SVP-Angriff scheitert in Fribourg.* » au lieu de « Victoire éclatante de la gauche au deuxième tour, qui passe trois candidats sur trois, malgré une alliance générale de droite ». Bon d'accord, ce titre est trop long, mais il m'a fait tellement plaisir que je tenais à l'avoir *in extenso*.

En fait, le seul titre correct, et c'est bien dommage, concernait Argovie, avec « *SVP Newcomerin macht das Rennen* ». Mais là aussi, j'aurais plutôt titré : le centre présente une candidature alibi et permet la victoire de l'UDC.

N'en déplaise donc aux gardiens du temple libéral de la Falkenstrasse et à quelques-uns de leur collègues, le PS a connu une année plutôt positive. Le parti a progressé dans cinq élections sur huit, et il n'a pas subi de défaite sérieuse. Plus marquant encore, il cartonne littéralement dans les centres urbains, Lausanne, Lucerne, Berne, Bâle, Saint-Gall, et de manière très encourageante également dans de plus petites villes, comme Burgdorf, Langenthal et Langnau ou lors des élections communales en Valais.

Nous sommes sur la bonne voie, camarades. Clairs, lisibles, positionnés comme la seule force alternative capable de stopper la majorité bourgeoise. Mais il reste énormément à faire. A l'exception du dossier européen, et peut-être de la prévoyance 2020, la droite avance comme un rouleau compresseur, démantèle le service public et s'en remet au marché pour régler les problèmes du secteur de la santé. Elle mène une politique clientéliste indigne, qui culmine dans l'arnaque fiscale sur le dos de la classe moyenne et que nous aurons le plaisir de rejeter en février.

2019 : la majorité actuelle au parlement devra tomber

Candidat demain à ma réélection, je devrais vous promettre un futur radieux. Malheureusement, et malgré nos succès récents, il n'en est rien. **Le climat s'est durci en Suisse, sur le plan matériel et politique bien sûr, mais je crois aussi que nous n'échapperons pas à un affrontement sur la question des valeurs, des fondements même de la société ouverte et inclusive pour laquelle nous nous engageons depuis des décennies. Je ne vais pas vous promettre du sang et des larmes, bien sûr. Mais un début de tempête.**

Mes amis, si je vous propose demain de relever le gant, de poursuivre et d'intensifier nos efforts, c'est parce que j'ai la conviction que notre pays et l'Europe ont plus que jamais besoin d'un PS lucide et combattif. C'est parce que j'ai le sentiment que nous nous approchons d'un tournant historique, que les prochaines années vont être déterminantes pour le vivre-ensemble que nous avons développé en Europe. Et parce que je suis sûr que le Parti socialiste suisse a un rôle à jouer dans ce débat, qu'il compte aujourd'hui parmi les avocats les plus crédibles contre la déconstruction de l'édifice de paix et de solidarité que nous ont légué nos parents.

Le temps est venu de faire taire nos divergences face aux périls qui grandissent. De dire clairement que la diversité de notre pays est au cœur de son succès et non pas le sectarisme culturel. De faire de notre parti l'artisan d'une économie plus sociale et solidaire, plutôt que le thuriféraire de l'ordre établi. D'en faire le défenseur des libertés, de toutes les libertés, et de toutes les minorités. De renverser, en 2019, les majorités de droites installées aux Chambres fédérales et d'incarner une autre manière de faire de la politique.